

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

John Packer – Co-Director of the Summer School | Co-directeur de l'école d'été

John Packer is Associate Professor of Law and Director of the Human Rights Research and Education Centre (HRREC) at the University of Ottawa. He was appointed the Inaugural Neuberger-Jesin Professor of International Conflict Resolution in April 2018. Prof. Packer previously held academic positions at the University of Essex where he was the Director of the world-renowned Human Rights Centre and at The Fletcher School, Tufts University. He has held Fellowships at Cambridge and Harvard Universities and lectured at universities and professional institutions around the world. He has been widely published and contributes to the editing of a number of scholarly journals. He also serves on the boards of a number of NGOs and is a Member of the Expert Advisory Panel for the Shared Societies Project of the Club de Madrid comprising almost 100 former Heads of State or Government of democracies.

Prof. Packer is also an experienced practitioner bringing to the University of Ottawa some 20 years working for inter-governmental organizations, including in Geneva for the UN High Commissioner for Refugees, the International Labour Organisation, and for the UN High Commissioner for Human Rights investigating serious human rights violations in Iraq, Afghanistan, Burma/Myanmar, extrajudicial executions, arbitrary detention, forced disappearances, the use of forensic sciences, the use of civil defense forces, and the independence of judges and lawyers throughout the world. From 1995 to 2004, he was Senior Legal Adviser and then the first Director of the Office of the OSCE High Commissioner on National Minorities in The Hague working across Central and Eastern Europe and throughout the former Soviet Union. For the last two years, Prof. Packer was a Constitutions and Process Design Expert on the United Nation's Standby Team of Mediation Experts attached to the Department of Political Affairs, advising in numerous peace processes and political transitions around the world focusing on conflict prevention and resolution, diversity management, constitutional and legal reform, and the protection of human rights including minorities.

Prof. Packer's strength in the practice of international law and relations underpins his vision for applied research in public policy and a practice-orientation in the activities of the HRREC. He intends to build on the HRREC's record of achievement, emphasising know-how and skills for students and professionals interested in the effective realisation of human rights throughout Canada and the world.

John Packer est professeur agrégé en droit et directeur du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP) à l'Université d'Ottawa. Il a été nommé professeur inaugural de la bourse Neuberger-Jesin pour l'étude de la résolution de conflits internationaux en avril 2018. Le professeur Packer a occupé des postes de professeur à l'University d'Essex, où il a été directeur du Centre des droits de la personne mondialement reconnu, ainsi qu'à l'École Fletcher de l'Université de Tufts. Il a été nommé boursier de recherche au sein des universités Cambridge et Harvard et a donné des conférences dans plusieurs universités et établissements professionnels dans le monde. Il a rédigé plusieurs articles qui ont été largement diffusés et il contribue à la révision de nombreuses revues universitaires. Il est aussi membre du conseil d'administration de plusieurs ONG et il fait partie du groupe consultatif d'experts du Shared Societies Project du Club de Madrid, qui comprend près de 100 anciens chefs d'État ou de gouvernements de démocraties.

Le professeur Packer est aussi un praticien chevronné, apportant à l'Université d'Ottawa quelque 20 ans d'expérience au sein d'organismes intergouvernementaux, y compris à Genève pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale du travail et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de la personne; au cours de ces années, il s'est penché sur des violations des droits de la personne en Iraq, en Afghanistan et en Birmanie/Myanmar, sur des exécutions sommaires, des séquestrations, des disparitions forcées et l'utilisation de sciences judiciaires, le recours aux forces civiles de la défense ainsi que sur l'indépendance des juges et des avocats dans le monde. De 1995 à 2004, il a été conseiller juridique principal, puis le premier directeur du bureau du Haut-Commissariat pour les minorités nationales de l'OSCE de La Haye, travaillant partout en Europe de l'Est et en Europe centrale ainsi que sur tout le territoire de l'ancienne Union soviétique. Au cours des deux dernières années, le professeur Packer a agi à titre d'expert en matière de constitutions et de conception de processus au sein de l'équipe volante d'experts des Nations unies dans le domaine de la médiation, laquelle est rattachée au Département des affaires politiques, prodiguant des conseils sur de nombreux processus de paix et sur des transitions politiques dans le monde, mettant l'accent sur la prévention et la résolution de conflits, la gestion de la diversité, la réforme constitutionnelle et juridique et la protection des droits de la personne, y compris les minorités.

Les forces du professeur Packer en ce qui concerne la pratique du droit international et les relations sous-tendent sa vision de la recherche appliquée dans le domaine de la politique publique ainsi que l'orientation axée sur la pratique dans les activités du CREDP. Il a l'intention de s'appuyer sur les réussites antérieures du CREDP, en mettant l'accent sur le savoir-faire et les compétences des étudiants et des professionnels qui souhaitent instaurer le respect des droits de la personne partout au Canada et dans le monde.

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

Nelson Arturo Ovalle Diaz

Arturo Nelson OVALLE DIAZ is a Doctor of Law from the University of Ottawa with a thesis entitled: "La production pluraliste du droit transnational contemporain." Nelson teaches at the University of Ottawa since 2010 in the field of the relationship between law and social sciences. He is expert in theory of law, human rights, social justice, social economy, public policy focusing on crime policy in international law, constitutional law and alternative justice by focusing on Aboriginal and community justice as well as transitional justice.

Nelson Arturo OVALLE DIAZ est un docteur en droit de l'Université d'Ottawa avec une thèse intitulée : « La production pluraliste du droit transnational contemporain ». Nelson enseigne à l'Université d'Ottawa, depuis 2010, dans le domaine de la relation entre le droit et les sciences sociales. Il est expert en théorie du droit, en droits de la personne, en justice sociale, en économie sociale, en politique publique en mettant l'accent sur la politique criminelle, en droit international, en droit constitutionnel et la justice alternative en mettant l'accent sur la justice autochtone et communautaire ainsi que la justice transitionnelle.

Marco Sassòli

Marco Sassòli, is professor of international law at the Faculty of Law of the University of Geneva, and has been designated starting August 2018 as director of the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights. From 2001-2003, he has been professor of international law at the Université du Québec à Montréal, Canada, where he remains associate professor. He is commissioner (and alternate member of the Executive Committee) of the International Commission of Jurists (ICJ) and (pro bono) Special Adviser on International Humanitarian Law of the Prosecutor of the International Criminal Court.

Marco Sassòli has worked from 1985-1997 for the International Committee of the Red Cross (ICRC) at the headquarters, inter alia as deputy head of its legal division, and in the field, inter alia as head of the ICRC delegations in Jordan and Syria and as protection coordinator for the former Yugoslavia. He has also served as registrar at the Swiss Supreme Court, and from 2004-2013 as chair of the board of Geneva Call, an NGO engaging non-State armed actors to respect humanitarian rules. From 2009-2016, he has been director of the Department of international law and international organization of the University of Geneva. Marco Sassòli has published widely on international humanitarian law.

Marco Sassòli, citoyen suisse et italien, est professeur ordinaire de droit international public à la Faculté de droit de l'Université de Genève. Dès le mois d'août 2018, il reprendra la direction de l'Académie de droit international humanitaire et droits humains à Genève. Entre 2001 et 2003 il a enseigné la même matière à l'Université du Québec à Montréal, Canada. Il reste professeur associé de cette université. Il est membre (et membre alternant du Comité exécutif) de la Commission internationale de juristes. Il est également Conseiller spécial (bénévole) en droit international humanitaire de la Procureure de la Cour pénale internationale.

M. Sassòli a obtenu un doctorat à l'Université de Bâle (Suisse), où il est également admis au barreau. Il a travaillé, pendant 13 ans, pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à Genève, au Moyen Orient et en ex-Yougoslavie. Au sein du CICR, il a été entre autres chef des délégations en Jordanie et en Syrie, coordinateur des activités de protection en ex-Yougoslavie et chef adjoint de sa division juridique. Pendant un congé scientifique en 2011, il a été à nouveau délégué du CICR, au Pakistan. M. Sassòli a également été greffier au Tribunal fédéral suisse à Lausanne et il a présidé de 2004-2013 le conseil de fondation de l'Appel de Genève, une ONG engageant des groupes armés à respecter des règles humanitaires. M. Sassòli a publié sur la théorie des sources du droit international, le droit international humanitaire.

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

Julia Grignon

Julia Grignon is an associate professor of the Faculty of Law at Laval University (Quebec), where she teaches International Humanitarian Law, International Human Rights Law and International Refugee Law. She is one of the co-directors of the Clinic of international criminal and humanitarian law, as well as a co-founder of the Interdisciplinary Centre for Research on Africa and the Middle East. Before joining Laval University, Julia Grignon held among others, the posts of Deputy International Secretary of the International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture in Paris (France), and researcher and teaching assistant at the Faculty of Law of Geneva University (Switzerland).

Julia Grignon is interested in all areas of International Law pertaining to the protection of human beings but her specialization is in IHL, which has been her field of research for the past 10 years. She is the author of the book *L'applicabilité temporelle du droit international humanitaire* (Genève: Schulthess, 2014). She edited the book *Tribute to Jean Pictet* (Cowansville/Genève: Yvon Blais/Schulthess, 2016). She has also published several articles in the field of IHL. Julia Grignon has been a committee member of the Jean-Pictet Competition from 2008 (president of the steering group of 2013, 2015 and 2016). She has been a member of the board of Amnesty International Canada (francophone), and she is currently a member of the scientific council of the Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (France). For more details: <https://www.fd.ulaval.ca/faculte/professeurs/julia-grignon>

Illario Maiolo

Ilario Maiolo is a lawyer and professor at the University of Ottawa. Previously he worked for the Canadian Red Cross for 8 years where he notably was Director of Government Relations, Policy and International Humanitarian Law and Senior Legal Advisor on International Humanitarian Law. Previous to joining the Red Cross Ilario worked as a consultant for the Government of Canada in particular for the Department of Foreign Affairs and International Trade. He has lectured in Universities across Canada on the topics of International Humanitarian Law as well as International Disaster Relief Law and has published articles on both topics. Ilario is a member of Le Barreau du Québec and the Law Society of Upper Canada. He holds Civil (LL.L.) and Common Law (LL.B.) law degrees from the University of Ottawa and a Masters in International Law from the University of Geneva.

Ilario Maiolo est avocat et professeur à l'Université d'Ottawa. Auparavant, il a travaillé pour la Croix-Rouge canadienne pendant 8 ans où il a été notamment Directeur des relations gouvernementales, des politiques et du droit international humanitaire ainsi que Conseiller juridique principal sur le droit international humanitaire. Avant de se joindre à la Croix-Rouge Ilario a travaillé comme consultant pour le gouvernement du Canada, en particulier pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Il a donné des conférences à travers le Canada sur les thèmes du droit international humanitaire ainsi que du droit international relatif aux catastrophes et a publié des articles sur les deux sujets. Ilario est membre du Barreau du Québec et Barreau du Haut-Canada. Il est titulaire d'une licence en droit civil (LL.L.) et Common Law (LL.B.) de l'Université d'Ottawa et une maîtrise en droit international de l'Université de Genève.

Jonathan Somer – Co-Director of the Summer School | Co-directeur de l'école d'été

In 2013, Jonathan Somer founded Persona Grata Consulting, advising humanitarian organisations on IHL and strategic development. From 2008-2013, Jonathan was Legal Advisor and Programme Coordinator on children and armed conflict with Geneva Call, an international NGO that engages armed non-State actors towards respect for international humanitarian norms. Previously, he worked with the Organization for Security and Cooperation in Europe, and as consultant with among others the United Nations, the Humanitarian Policy and Conflict Research Programme of Harvard University, and the International Law Department of the Danish Ministry of Foreign Affairs.

En 2013, Jonathan Somer a fondé Persona Grata Consulting, qui offre des conseils sur le droit international humanitaire et le développement stratégique à des organismes humanitaires. De 2008 à 2013, Jonathan était conseiller juridique et coordonnateur de programme pour les enfants et les conflits armés avec l'Appel de Genève, une ONG internationale impliquant les acteurs non étatiques armés à respecter les normes humanitaires internationales. Il a également travaillé avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et, comme consultant, entre autres avec les Nations unies, le programme sur la politique humanitaire et la recherche en matière de conflits de Harvard ainsi que le département du droit international du ministère danois des affaires étrangères.

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

Sophie Rondeau

Sophie Rondeau est diplômée de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université du Québec à Montréal, membre du Barreau du Québec et actuellement candidate au doctorat à la faculté de droit de l'Université de Genève. Sa thèse de doctorat porte sur les spécificités des sources du droit international humanitaire par rapport au régime général des sources en droit international public.

Au cours des dix dernières années, Me Rondeau a travaillé dans le domaine de la justice internationale, des droits de la personne et du droit international humanitaire dans les institutions telles que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Droits et Démocratie, la Croix-Rouge canadienne et le Concours Jean-Pictet. Ses champs d'intérêt en droit international humanitaire qui ont fait l'objet de publications sont la réparation individuelle, pragmatisme et réciprocité, la participation des groupes armés non-étatiques au développement du droit, le rapport entre le DIH et la doctrine de la responsabilité de protéger, et la doctrine du Mouvement de la Croix-Rouge et ses Principes fondamentaux.

Sophie Rondeau is a graduate of the Faculty of Law of the University of Montreal, holds a Masters in International Law from the University of Quebec in Montreal, member of the Bar of Quebec. She is currently a Ph.D candidate at the Faculty of Law of University of Geneva. Her thesis focuses on the specificities of the sources of international humanitarian law in relation to the general theory of sources in public international law.

Over the last ten years, Mrs. Rondeau worked in the field of international justice, human rights and international humanitarian law in international organizations such as the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, Rights and Democracy, the Canadian Red Cross and the Jean-Pictet Competition. Her fields of interest in international humanitarian law which has been the subject of publications are individual redress and reparation, reciprocity and pragmatism, the contribution of non-state armed groups in the development of law, the relationship between the IHL and the responsibility to protect doctrine, and the doctrine of the Red Cross Movement and its Fundamental Principles.

Sabrina Henry

Sabrina Henry is currently the Legal and Policy Officer with the Canadian Red Cross and International Committee of the Red Cross, Canadian Delegation. Prior to that, Ms. Henry was an Associate in the Legal Division of the International Committee of the Red Cross. In 2016, she was awarded the Henry Dunant Research Prize for her thesis which critically analyses the concepts of “continuous combat function” and “direct participation in hostilities” of a variety of actors implicated in both international and non-international armed conflicts. Ms. Henry holds a bachelor degree in International Relations and Public Affairs, a master degree in International and Transnational law, as well as an LL.M. from the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights.

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

LCol Brent Clute

LCol Brent Clute was born in Winnipeg Manitoba and is a member of the Alberta Bar. He obtained his law degree in 1993 from the University of Alberta and worked at a law firm in Yellowknife, NWT for four years before joining the Canadian Armed Forces (CAF) in 1997. He is currently the Director of the Canadian Forces Military Law Centre located in Kingston Ontario.

He has been posted to Gagetown, Toronto and to several positions in Ottawa. He has deployed overseas to Bosnia and Herzegovina, the Arabian Gulf and Afghanistan. In Afghanistan he received the US Meritorious Service Medal for his work with the Afghan National Army (ANA) Judge Advocate General in helping him and his staff develop the ANA standing use of force directive that incorporated essential International Humanitarian Law and International Human Rights Law norms.

Upon returning from Afghanistan, in 2009 he was the first CAF Legal Officer to participate in an exchange with the Global Affairs Canada (GAC) Legal Bureau where he dealt with nuclear non-proliferation, economic sanctions, and air and space law including participating in treaty negotiations in Rome as the GAC representative. His team at GAC was awarded the Deputy Ministers' Award for their work on economic sanctions. He also received the JAG Commendation for his work on a national security file.

Following his time at GAC, he was posted in 2011 as the senior legal advisor to Canadian Special Operations Forces Command. After two years he needed a break so he attended the Canadian Forces College in Toronto for the Joint Command and Staff Program. In 2014 he received his Masters of Defence Studies and was awarded the Brigadier George Bell Medal for his paper analyzing the legal and policy basis for CAF interdictions of narcotics and stateless vessels on the high seas.

Because of the inherent link between naval operations and military justice, he went from CFC to the Office of the JAG Military Justice Division to work on a special project addressing specific provisions of the National Defence Act. Following this year long project he was posted in 2015 to Germany as Assistant Judge Advocate General (Europe) wherein his office provided advice to CAF members and units throughout Europe. He also had the opportunity to drive his car really fast and take his dog to the office and to a lot of restaurants.

Major Benoit McMahon

Maj Mc Mahon has been a lawyer since 1993. After studying Law at the Université de Montréal (LL.B.- 1989-1992), Maj Mc Mahon articulated as a prosecutor at the Montreal Courthouse, where he was a member of the preliminary inquiries team. After articling, Maj Mc Mahon became a defence counsel in Montreal, where he operated a private practice from 1994 to 1998. In 1999, Maj Mc Mahon joined the CF and was posted to the Directorate of Defence Counsel Services. Then in 2000, Maj Mc Mahon returned to Montreal as DJA at LFQA, benefitting from this posting to deploy to Bosnia-Herzegovina on Roto 10. He subsequently returned to Ottawa to work at the Directorate of Administrative Law for some two years (grievances) before resuming his initial role in 2006 as Regional Military Prosecutor in Ottawa (two years) and Edmonton (three years). Between 2012 and 2014, Maj Mc Mahon was posted to Ottawa and served as Legal Counsel to the Administrative Investigation Support Centre (AISC-CSEA). Maj Mc Mahon was transferred to the CFMLC in 2014 where he teaches administrative law, IHL and military law. He holds a Professional Master Degree in Administrative Law from Osgoode Hall Law School.

Le major Mc Mahon est avocat depuis 1993. Après ses études de droit à l'Université de Montréal (LL.B.- 1989-1992), le major Mc Mahon fait son stage comme procureur de la poursuite au palais de justice de Montréal où il fait partie de l'équipe des enquêtes préliminaires. Après son stage, le major Mc Mahon devient avocat de la défense à Montréal où il exerce en pratique privée de 1994 à 1998. En 1999, le major Mc Mahon joint les FC et est muté à la Direction du service des avocats de la défense. Dès l'année 2000, le major Mc Mahon retourne à Montréal en tant que JAA au SQFT, et en profite pour être déployé en Bosnie-Herzégovine sur la roto 10. Il retourne ensuite à Ottawa pour travailler à la direction du droit administratif pendant environ deux ans (griefs) et revient à ses anciennes amours en 2006 comme procureur militaire régional à Ottawa (deux ans) et Edmonton (trois ans). Entre 2012 et 2014, le major Mc Mahon est muté à Ottawa et agit en tant que conseiller juridique du Centre de soutien aux enquêtes administratives (CSEA-AISC). Le major Mc Mahon est transféré au CDMFC en 2014 où il enseigne le DIH, le droit administratif et le droit militaire. Il détient une Maîtrise professionnelle en droit administratif du Osgoode Hall Law School.

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

Alain Roussy

Alain Roussy completed his undergraduate studies (B.Sc., 1998) and legal studies (LL.B., 2002, French common law program) at the University of Ottawa. He completed his articles as a law clerk at the Supreme Court of Canada with the Honourable Justice Ian Binnie and was then called to the bar as a member of the Law Society of Ontario in 2003. He subsequently joined Osler, Hoskin & Harcourt LLP in Toronto as a lawyer practising business law. In 2005, he joined Heenan Blaikie LLP in Toronto where he practised in litigation and labour law. In 2008, he became in-house legal counsel at the University of Ottawa handling a wide range of legal matters for the University. He completed his master (LL.M.) in 2012 at the University of Ottawa and joined the Faculty of Law as a professor in January 2013.

In 2015-2017, he was a member of the Ottawa Health Science Network Research Ethics Board. Since 2016 he is a member of the board of directors of the Canadian Association for Legal Ethics (CALE). Since March 2017, he also acts as director of *pratiqueO*, the Faculty's new French-language continuing professional development centre. The main focus of his research is on professional responsibility and legal ethics.

Alain Roussy a complété ses études universitaires de premier cycle (B.Sc., 1998) et de droit (LL.B., 2002, programme de common law en français) à l'Université d'Ottawa. Il a par la suite complété son stage de cléricature à titre d'auxiliaire juridique auprès de l'honorable Ian Binnie à la Cour suprême du Canada et a été appelé au Barreau de l'Ontario en 2003. Il s'est alors joint au cabinet Osler, Hoskin & Harcourt s.r.l. à Toronto en tant qu'avocat pratiquant dans le domaine du droit des affaires. En 2005, il s'est joint au cabinet Heenan Blaikie s.r.l. à Toronto où il a pratiqué dans le domaine des litiges et du droit du travail. En 2008, il est devenu conseiller juridique à l'interne pour l'Université d'Ottawa gérant ainsi une panoplie de dossiers juridiques pour l'Université. Il a obtenu sa maîtrise (LL.M.) en 2012 de l'Université d'Ottawa et s'est joint à la Faculté de droit à titre de professeur en janvier 2013.

En 2015-2017, il était membre du Conseil d'éthique de la recherche du réseau de science de la santé d'Ottawa. Depuis 2016, il est membre du conseil d'administration de l'Association canadienne pour l'éthique juridique. Il est le fier récipiendaire d'un Prix d'excellence en enseignement 2016-2017 de la Faculté de droit. Depuis le mois de mars 2017, il agit aussi à titre de directeur de *pratiqueO*, le tout nouveau Centre de formation professionnelle continue en français de la Faculté. Sa recherche s'effectue principalement dans le domaine de la responsabilité professionnelle et l'éthique juridique.

Joseph Rikhof

Joseph Rikhof has received a BCL from the University of Nijmegen, The Netherlands; a LL.B from McGill University; a Diploma in Air and Space Law from McGill University and a PhD from the Irish Center for Human Rights.

He is an adjunct professor at the Faculty of Common Law of the University of Ottawa where he teaches the course International Criminal Law. He is also a faculty member of the Philippe Kirsch Institute and a member of the editorial board of the Philippe Kirsch Global Justice Journal, where he regularly posts short commentaries on recent developments in international criminal justice.

He was (until his retirement in February 2017) Senior Counsel, Manager of the Law with the Crimes against Humanity and War Crimes Section of the Department of Justice, Canada. He was a visiting professional with the International Criminal Court in 2005 while also serving as Special Counsel and Policy Advisor to the Modern War Crimes Section of the Department of Citizenship and Immigration between 1998 and 2002.

His expertise lies with the law related to genocide, war crimes and crimes against humanity, especially as practised at the domestic level and in the context of immigration and refugee law. He has lectured on the same topics on all continents. He has also published over 45 articles as well as the books *The Criminal Refugee: The Treatment of Asylum Seekers with a Criminal Background in International and Domestic Law* (2012); as co-author with Robert Currie, *International and Transnational Criminal Law, Second Edition* (2013); and as co-author with Terje Einarsen, *International Criminal Law; A Theory of Punishable Participation in Universal Crimes* (forthcoming, fall 2018).

Contributors | Intervenants

Summer School on International Humanitarian Law 2018 | École d'été sur le droit international humanitaire

Terry Beitner

Terry Beitner studied criminology at the Université de Montréal and law at the University of Ottawa. He was called to the bar in 1989 and is a member of the Quebec Bar and the Law Society of Upper Canada. Terry was a general practitioner in the Ottawa/Gatineau area until joining the Department of Justice in 1997. In 1998, he was appointed Deputy Director and became Director and General Counsel in 2000 of the Crimes Against Humanity and War Crimes Section. His practice is focused on International Criminal Law and related Canadian legal remedies. Terry is a visiting lecturer at Universities across Canada and at the Faculty of Law of the University of Ottawa on selected international criminal law issues and an instructor at the University of Ottawa Human Rights Research and Education Centre annual summer program on International Humanitarian Law.

Terry Beitner a étudié la criminologie à l'Université de Montréal et le droit à l'Université d'Ottawa. Il a été admis au barreau en 1989 et est membre du Barreau du Québec et du Barreau du Haut Canada. Terry pratiquait le droit en tant qu'avocat généraliste dans la région d'Ottawa Gatineau avant de se joindre au ministère de la Justice en 1997. En 1998, il a été nommé directeur adjoint, pour ensuite devenir directeur et avocat général de la section des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre en 2000. Sa pratique est axée sur le droit pénal international et les recours judiciaires canadiens y étant liés. D'ailleurs, Terry est un chargé de cours invité dans les universités partout au pays, y compris la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, où il donne des présentations sur diverses questions de droit pénal international. Il est également formateur dans le programme d'été annuel en droit international humanitaire du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa.

Ion Stancu

Ion Stancu est Avocat Section de crimes contre l'humanité et des crimes de guerre au Ministère de la Justice. Il a fait des études à l'Université de Montréal et pratique le droit depuis l'an 2000 au sein du ministère de Justice. En 2001 Ion a rejoint la Section de crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. Il est l'un des avocats de la section qui a travaillé avec l'équipe de la poursuite dans la cause Munyaneza. Il travaille également dans des dossiers de révocation de la citoyenneté des personnes soupçonnés d'être impliqués dans des violations du droit international.

Sid Rashid

Sid Rashid serves as counsel with the Crimes against Humanity and War Crimes Section of Canada's Department of Justice. Sid received his J.D. from the University of Ottawa, his M.A. from the Norman Paterson School of International Affairs, and his B.Sc. from the University of Manitoba.

Sid's young legal career has included stints at the International Center for Transitional Justice in New York, the Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights in Washington D.C., the United Nations Development Programme in Beirut, and both the Canadian Center for International Justice and Global Affairs Canada here in Ottawa.

On a personal level, Sid is passionate about advancing the interests of humanity through peace, justice, equality and the rule of law. In 2016, the Government of Canada adopted Sid's policy recommendations from his 2013 publication with the Canadian Foreign Policy Journal, announcing concrete action on early warning, preventive diplomacy, mediation and peacebuilding. In 2009, Sid was elected President of the 23,000 undergraduate students at the University of Manitoba running on a platform of unity and equality.

Sid Rashid est conseil avec la Section des Crimes contre l'humanité et Crimes de Guerre du Ministère de la Justice Canada. Sid a reçu son J.D. de l'Université d'Ottawa, son M.A. de l'École d'Affaires Internationales Norman Paterson et son B.Sc. de l'Université du Manitoba.

La jeune carrière juridique de Sid a inclus de travail dans le Centre International pour la Justice Transitoire à New York, le Centre Robert F. Kennedy pour la Justice et des Droits de l'homme à Washington D.C., le Programme des Nations Unies pour le développement à Beyrouth et le Centre Canadien pour la Justice Internationale et les Affaires Mondiales Canada ici à Ottawa.

Sur un niveau personnel, Sid est passionné de l'avancement des intérêts d'humanité par la paix, la justice, l'égalité et la règle de droit. En 2016, le Gouvernement du Canada a adopté les recommandations de politique de Sid de sa publication de 2013 avec le Canadian Foreign Policy Journal, annonçant l'action concrète sur la diplomatie préventive, la médiation et peacebuilding. En 2009, Sid a été élu le Président des 23,000 étudiants en licence à l'Université du Manitoba courant sur une plate-forme d'unité et d'égalité.